



UNE SEMAINE EN HAÏTI

L'hebdomadaire du Collectif Haïti de France

Une rédaction d'Alterpresse ... avec le soutien de la Fokal

N°1287

18 mai 2017

- **Dernière heure / Météo : Appel à la vigilance face aux menaces de nouvelles intempéries sur Haïti**
- **Economie : Des secteurs sociaux s'élèvent contre l'augmentation des prix des produits pétroliers sur le marché**
- **Haïti-Rép. Dom. / Infrastructures : Trois jours de grève à Malpasse, pour réclamer la réhabilitation d'une partie de la route frontalière ?**
- **Scepticisme face à la gestion de Jovenel Moïse, après ses 100 premiers jours au pouvoir (7 février - 17 mai 2017)**

>> Dernière heure / Météo : Appel à la vigilance face aux menaces de nouvelles intempéries sur Haïti

Le Ministère de l'intérieur et des collectivités territoriales alerte sur des risques d'inondations, d'éboulements et de glissements de terrain les 16, 17 et 18 mai 2017 sur Haïti. Jusqu'au jeudi 18 mai, des averses orageuses sont prévues, particulièrement sur les départements du Sud, du Sud-Est, de la Grande Anse, de l'Artibonite, du Plateau central, du Nord-Ouest et de l'Ouest. D'autres isolées sont attendues sur les côtes Sud et sur le Golfe de la Gonâve où la mer est agitée avec

une hauteur des vagues de 4 à 6 pieds. Les marins de voiliers ou de petites embarcations doivent prendre des précautions sur le littoral et au large. Déjà, dans la matinée du 16 mai, ont été enregistré de forts vents et des périodes nuageuses à différents endroits de la capitale et trois morts et des plantations ravagées dans plusieurs communes frontalières du bas Plateau central lors des intempéries du 29 avril.

>> Economie : Des secteurs sociaux s'élèvent contre l'augmentation des prix des produits pétroliers sur le marché

Après discussions avec des organisations syndicales, le gouvernement a décidé d'augmenter à partir du 15 mai le prix de la gazoline de 189 à 224 gourdes, du diesel de 149 à 179 gourdes et du kérosène ou gaz blanc de 148 à 173 gourdes. « Prise dans un contexte inapproprié et en l'absence d'études sur le marché pétrolier en Haïti », cette augmentation aura des conséquences dramatiques sur la population selon l'économiste Camille Chalmers. Durant les trois dernières années, s'est effondré le pouvoir d'achat des couches les plus pauvres de la société avec une perte de valeur de la gourde estimée à 60%. C. Chalmers appelle à diminuer la dépendance par rapport à l'importation des produits pétroliers. Cet ajustement permet de réduire le déficit lié à la « subvention » des produits pétroliers qui impacte négativement l'économie nationale, explique le Ministre du commerce et de l'Industrie Pierre Marie Dumény. Pour le coordonnateur du

Collectif Défenseurs Plus, Antonal Mortimé, les raisons du gouvernement sont des artifices. Cette hausse des prix démontre une insouciance de l'État par rapport à la situation actuelle. Une partie de la population utilise le kérosène pour préparer de la nourriture, alors que beaucoup d'autres utilisent le transport en commun pour se déplacer. Pour le collectif Défenseurs, cette mesure va à l'encontre de la jouissance des droits économiques et sociaux de la population. Il encourage la population à revendiquer son droit, de façon pacifique, face à cet État qu'il juge « prédateur ». Les responsables ont pris leur décision sans connaissance de la réalité du pays, fulmine Marie Evelyne Larrieux, coordonnatrice générale de la Solidarite fanm ayisyèn (Sofa). Cette augmentation va à l'encontre des intérêts des pauvres, soutient le coordonnateur exécutif de Tèt kole ti peyizan ayisyen, Rosnel Jean-Baptiste. « Les promesses de campagnes faites par

Jovenel Moïse, n'étaient que des mensonges pour endormir la population et se mettre au service des intérêts des multinationales », dénonce-t-il, tout en appelant la population à se soulever. Cette décision « dévastatrice » va entraîner une augmentation des prix des produits de première nécessité, avertit la coordonnatrice de Batay ouvriye (Lutte ouvrière) Yanick Etienne. Elle encourage les syndicats à se réunir en vue d'une re-négociation des prix du carburant. Ce gouvernement n'entend pas améliorer

les conditions de vie de la population, estime le coordonnateur général de l'Union nationale des normaliens et éducateurs d'Haïti (Unnoeh) Georges Wilbert Franck. Il souhaite que tous les secteurs sociaux se réunissent pour donner à ce gouvernement une réponse proportionnelle à la gravité de la situation. Le chef du gouvernement J.G Lafontant avait laissé entendre que, devant l'état des finances publiques, cette augmentation était une nécessité.

>> Haïti-Rép. Dom. / Infrastructures : Trois jours de grève à Malpasse, pour réclamer la réhabilitation d'une partie de la route frontalière ?

Entamé depuis le 15 mai, le mouvement de grève des syndicats de transporteurs haïtiens à la frontière de Malpasse/Malpasso a paralysé les activités commerciales qui transportent des marchandises en provenance de la République Dominicaine, ce qui a aussi perturbé la circulation des autobus assurant les trajets de chaque côté de la frontière. Ce mouvement, lancé par le Syndicat de transporteurs haïtiano-dominicains (syntranshaido), les Associations des travailleurs transporteurs de Malpasse (Attm), et des chauffeurs de taxis-motos à impacté le petit commerce. Les grévistes incitent les autorités haïtiennes à réhabiliter le tronçon de route Fonds Parisien / Malpasse en mauvais état depuis plusieurs années, explique le président du syntranshaido Jean Sanet Nelson : « Les camions

tombent souvent en panne en raison de son piteux état. Cela constitue un manque à gagner car il nous faut déboursier de l'argent pour les réparations ». Selon le secrétaire de la Fédération nationale des transporteurs haïtiens (Fenatrath) Jean Richson Constant, les grévistes poursuivront le mouvement pacifiquement jusqu'à satisfaction. Le Groupe d'appui aux rapatriés et réfugiés (Garr) exhorte les autorités haïtiennes « à s'asseoir immédiatement avec les grévistes, en vue de trouver un dénouement heureux et durable ». Le 9 mai, des commerçants et chauffeurs haïtiens ont dénoncé l'augmentation des taxes sur les marchandises importées de la République Dominicaine.

>> Scepticisme face à la gestion de Jovenel Moïse, après ses 100 premiers jours au pouvoir (7 février - 17 mai 2017)

Le président et son gouvernement n'ont encore donné aucun résultat, constate Rovelson Apollon de la Commission épiscopale (catholique romaine) Justice et paix (Ce-Jilap). Il existe une instabilité monétaire qui désarticule les activités économiques et qui impacte les citoyens haïtiens. Le gouvernement n'arrive pas à initier des alternatives pour les jeunes en vue d'éviter qu'ils laissent le pays. Les dirigeants n'ont pas pris de dispositions pour assurer le bien-être aux citoyens, critique R. Apollon. Les nominations de l'administration publique ne répondent nullement aux attentes de la population souligne Rosny Desroches de l'Initiative de la société civile. La présence de l'équipe tèt kale de l'ancien président Michel Martelly, du même Parti haïtien tèt kale (PHTK) que J. Moïse, s'est renforcée avec plus d'une trentaine de nouvelles nominations

dans l'administration publique. Il faudra attendre au moins six mois pour porter un jugement sur la gestion de l'administration actuelle, estime Desroches. Antonal Mortimé, du Collectif Défenseurs Plus, signale des approches de travail du gouvernement ne lui permettant pas de cerner divers problèmes sociaux. Les grands défis liés aux faiblesses des ressources de l'État persistent selon l'économiste Etzer Émile. « Le secteur agricole n'est pas rentable et donc le secteur bancaire ne veut pas prêter de l'argent aux entreprises agricoles », regrette l'économiste Eddy Labossière. « Les grandes orientations politiques du gouvernement sont absentes, il n'y a pas encore de plan stratégique », souligne ce dernier. (<http://www.alterpresse.org/spip.php?article21602>)

A lire également:

- Aide matérielle et technique à 2 500 pêcheurs affectés par l'ouragan Matthew (<http://www.alterpresse.org/spip.php?article21621>);
- La CNEH appelle à une coordination de l'action syndicale, dans la lutte pour une éducation de qualité en Haïti (<http://www.alterpresse.org/spip.php?article21612>);
- Education : L'UNNOH annonce des marches à l'occasion de la journée nationale des enseignants, le 17 mai (<http://www.alterpresse.org/spip.php?article21599>);
- Haïti-Rép. Dom. 236 ressortissants haïtiens victimes d'abus avant leur rapatriement à la frontière Belladère / Elias Piña (<http://www.alterpresse.org/spip.php?article21619>);
- L'administration de Trump enquête sur les bénéficiaires du TPS, menacés de déportation (<http://www.alterpresse.org/spip.php?article21600>).